

**Assemblée Nationale**  
**Séance des questions d'actualité du 22 juin 2011**

**Question de Monsieur Christian Bataille**  
**à Monsieur Eric Besson, Ministre auprès de la ministre de l'Economie, des**  
**Finances et de l'Industrie, chargé de l'Industrie, de l'Energie et de**  
**l'Economie numérique**

Monsieur le Ministre de l'Industrie,

Monsieur le ministre chargé de l'industrie, je veux, comme cela a été dit hier sur tous les bancs, m'associer à la protestation et à l'incompréhension quant au congédiement de la présidente d'AREVA, Anne Lauvergeon. Surtout, il faut que vous répondiez sur les raisons.

À première vue, et c'est l'idée qui court, cette décision serait le résultat d'une rivalité de prééminence entre AREVA et EDF. Si tel était le cas, ce serait un peu puéril et dangereux pour l'industrie française. Il faut plutôt rechercher des explications dans le débat sur la sûreté des réacteurs. Est-ce que la sûreté des réacteurs doit être, comme le prétendent Anne Lauvergeon et AREVA, un impératif absolu et, de fait, se traduire par une augmentation de prix ? Ou bien, comme le suggère un rapport au Président de la République dont les détails restent secrets, doit-on s'orienter vers des réacteurs *low cost*, bon marché, pour l'avenir ?

Le rôle de la puissance publique est décisif en cette matière et, après les conséquences catastrophiques du tsunami de Fukushima, c'est l'État et le Gouvernement qui doivent rester maîtres de cette industrie et apporter des garanties solennelles à la population.

L'EPR et le futur ATMEA sont de bons projets, mais, monsieur le ministre, nous nous demandons si vous irez au-delà des mots, et soutiendrez notre industrie contre d'autres décideurs qui préfèrent privilégier le négoce et le marché mondial. C'est là toute la question, avec celle de la sécurité.

Monsieur le ministre, êtes-vous d'avis de donner à la sûreté et à la sécurité des centrales une priorité absolue ? Et pensez-vous, dans ce cas, que la sécurité n'a pas de prix ?

**Réponse de monsieur le Ministre de l'Industrie :**

Je vais répondre avec plaisir à Christian Bataille qui connaît parfaitement les questions nucléaires.

J'ai dit hier que le changement de présidence d'AREVA n'induirait pas de changement dans sa stratégie. Le Premier ministre recevant Anne Lauvergeon l'avait dit très clairement le soir même dans un communiqué. Je l'ai moi-même détaillé hier au député Claude Birraux.

Vous ne pouvez pas faire l'offense aux 48 000 salariés d'AREVA de suggérer que la culture de la sûreté ne reposerait que sur une personne, quelle que soit la qualité de la personne en question. Le numéro deux, qui lui succède, est détenteur de la même culture de la sûreté d'AREVA, reconnue à travers le monde. Par ailleurs, cette culture de la sûreté marque la construction de nos centrales, les audits de sûreté demandés par le Premier ministre trois jours après l'accident de Fukushima. Elle marque les *stress tests* européens que Nathalie Kosciusko-Morizet et moi-même avons demandés dans toutes les conférences internationales depuis l'accident de Fukushima, et elle a marqué, monsieur Bataille – cela va répondre très précisément à votre question – le Conseil de politique nucléaire présidé par le Président de la République, qui s'est tenu un mois et demi avant la catastrophe de Fukushima et qui a très clairement dit que la France s'engageait sur le chemin de la troisième génération en matière de nucléaire, qu'il s'agisse de l'EPR d'une part, ou de l'ATMEA, d'autre part. La réponse, très claire, avait été apportée avant l'accident de Fukushima.

Pour notre part, monsieur le député, nous pensons que le nucléaire doit continuer de contribuer à l'efficacité énergétique et à la production énergétique de notre pays. Un parmi d'autres, mais un important, à condition que ce soit dans un contexte de sûreté, de transparence absolue : c'est la politique que nous mettons en œuvre.